

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/CTE/W/23

G/TBT/W/23

19 mars 1996

(96-1000)

Comité du commerce et de l'environnement
Comité des obstacles techniques au commerce

Original: anglais

PROGRAMMES D'ECO-ETIQUETAGE

A la réunion informelle conjointe qu'ont tenue le Comité du commerce et de l'environnement et le Comité des obstacles techniques au commerce le 27 février 1996, les délégations ont été invitées à présenter leurs programmes nationaux d'éco-étiquetage. On trouvera ci-joint les renseignements communiqués par les délégations du Canada, du Chili, des Communautés européennes, des Etats-Unis, de la Norvège et de la République tchèque à la réunion au sujet de leurs programmes nationaux ou régionaux d'éco-étiquetage.

1. CANADA - PROGRAMME CHOIX ENVIRONNEMENTAL (PCE)

<p>Mission</p> <p>Réduire la charge environnementale en encourageant l'offre et la demande de produits et de services plus respectueux de l'environnement</p> <p>Objectifs</p> <ul style="list-style-type: none"> - Prémisses de base - Amélioration de l'environnement - Education des consommateurs <p>Principes</p> <ul style="list-style-type: none"> - Programme facultatif - Responsabilité environnementale - Bases scientifiques <p>Processus</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Sélection des produits 2. Elaboration de critères 3. Demandes 4. Vérification et essais 5. Contrats et licences 6. Suivi 	<p>1. Sélection des produits</p> <ul style="list-style-type: none"> - Intérêt pour l'environnement - Volume des ventes - Intérêt des producteurs - Information des consommateurs <p>2. Elaboration de critères</p> <ul style="list-style-type: none"> - Etude technique - Analyse du cycle de vie - Création d'un comité d'examen - Projets de critères - Examen public - Mise au point définitive des critères - Publication
--	--

Catégories de produits actuellement visées		
<p>Bureaux et écoles:</p> <p>Produits en papier Formulaires Enveloppes Meubles de bureau Machines de bureau Piles électriques Services d'impression Cartouches d'imprimantes Adhésifs</p> <p>Entretien des automobiles:</p> <p>Huiles lubrifiantes Carburants à l'éthanol Liquides de refroidissement Services de nettoyage d'automobiles Services de réparation générale Carrosserie</p>	<p>Matériaux de construction et d'entretien de la maison:</p> <p>Revêtements Panneaux muraux Panneaux de particules Panneaux de fibres Revêtement de sols Economie d'eau Lampes Matériaux d'isolation Matériaux de couverture Revêtements d'allées Matériaux de jointoyage Appareils ménagers Systèmes de compostage Produits de nettoyage</p>	<p>Divers:</p> <p>Couches pour bébés Feuilles en matière plastique Revêtements marins Nettoyage à sec Tirage de photographies Huiles marines Lubrifiants pour tronçonneuses</p>

3. Demandes

- Susciter l'intérêt
- Recevoir et traiter les demandes

4. Vérification et audit

- Recevoir les documents d'appui
- Examiner et vérifier
- Percevoir la redevance pour audit (y compris les frais de déplacement)
- Installations d'audit
- Rapport

5. Contrats et licences

- Etablissement des documents contractuels
- Signatures
- Perception des redevances
 - variables en fonction du volume de vente
 - évaluées chaque année
 - comprises entre 300 et 5 000 dollars canadiens

6. Suivi

- Surveillance
- Relations avec la clientèle
- Communication
- Commercialisation

PCE et certification internationale des produits

- Entreprises d'Amérique du Nord
- Produits d'origine asiatique, importateurs nord-américains

GATT - obligations découlant du code de la normalisation

- A. Traitement non discriminatoire
- B. Eviter les obstacles non nécessaires au commerce
- C. Employer dans la mesure du possible des normes internationales
- D. Promouvoir la compatibilité et l'équivalence
- E. Normes de performance plutôt que de conception
- F. Transparence

Evaluation du PCE

A. Traitement non discriminatoire

Les produits et entreprises nationaux et étrangers sont traités de la même façon.

B. Pas d'obstacles non nécessaires au commerce

Le programme PCE est ouvert à tous les produits, y compris les produits importés, qui répondent aux critères.

C. Utilisation de normes internationales dans la mesure du possible

Le programme utilise, si possible, des protocoles d'essai et des normes internationaux pour évaluer la conformité des produits.

D. Promotion de la compatibilité et de l'équivalence

Le PCE encourage activement l'élaboration de mécanismes qui permettent une harmonisation et une équivalence.

ISO, PNUE, OMC et GEN

E. Normes de performance plutôt que de conception

Dans toute la mesure du possible, les critères du PCE concernant les produits se fondent sur leurs performances et non sur leur conception.

F. Transparence

Le PCE annonce les mesures envisagées dans des publications nationales qui sont systématiquement distribuées aux consulats et ambassades étrangers.

Il fournit sur demande des renseignements concernant les mesures envisagées.

- Les intéressés disposent normalement de 60 jours pour commenter les nouvelles mesures envisagées par le PCE.
- Le PCE tient dûment compte de toutes les observations, quelle que soit leur origine.
- Un processus de règlement des différends a été mis en place par l'intermédiaire des ministères compétents.

2. PROGRAMME CHILIEN D'ECO-ETIQUETAGE

Le Programme chilien d'étiquetage des produits sans danger pour la couche d'ozone a été créé pour mettre en oeuvre le Protocole de Montréal. Il est lié à une campagne visant à éduquer l'opinion publique et à encourager la consommation de produits sans danger pour la couche d'ozone. Il se fonde sur un label écologique qui peut être attribué à tous les produits sans danger pour la couche d'ozone, notamment ceux qui ne contiennent aucune substance appauvrissant la couche d'ozone et dont la production ne fait intervenir à aucun moment de telles substances.

Le label est destiné non seulement aux entreprises qui n'utilisent pas de substances qui appauvrissent la couche d'ozone mais aussi à celles qui ont modifié leurs technologies pour ne plus avoir besoin d'utiliser de telles substances. Il peut donc être attribué à des entreprises qui traditionnellement employaient des substances qui appauvrissaient la couche d'ozone mais ont mis en place des systèmes pour recycler et récupérer ces substances. Cela donne ainsi à ces entreprises une raison supplémentaire de modifier leurs processus de fabrication.

L'emblème du label appartient à l'Agence nationale pour l'environnement, qui autorise les entreprises ayant satisfait aux critères fixés à l'utiliser. Toute entreprise produisant des biens ou des services peut demander à utiliser le label. Les produits et procédés de fabrication doivent être analysés par des organismes de certification accrédités par l'Agence nationale pour l'environnement. Le label est attribué pour deux ans.

3. PROGRAMME D'ECO-ETIQUETAGE DE LA REPUBLIQUE TCHEQUE

Le Programme national d'éco-étiquetage de la République tchèque a été lancé par une Résolution du gouvernement en 1993. Il vise à indiquer quels sont les produits de consommation qui causent le moins de dommages à l'environnement et à informer les consommateurs qui souhaitent acheter de tels produits.

Comme dans les autres pays de l'OCDE, le Programme national d'éco-étiquetage respecte les principes suivants:

- demande volontaire des producteurs,
- fourniture d'une information positive aux consommateurs et utilisateurs,
- crédibilité, transparence et participation du public,
- l'impact environnemental lié à la production, à la consommation et à l'élimination des produits étiquetés doit être nettement inférieur à celui de la moyenne des produits ayant des fonctions et des utilisations équivalentes,
- égalité de traitement des produits d'origine nationale et des produits importés.

Les conditions d'octroi du label sont définies par catégorie de produits. Des critères environnementaux spécifiques, clairs, précis et objectifs ont été établis pour chaque catégorie de produits afin d'assurer une protection poussée de l'environnement. Dans toute la mesure du possible, on fait une évaluation sur la base du cycle de vie, prenant en considération la production, l'utilisation et l'élimination du produit.

Le Ministère de l'environnement est l'organisme public chargé d'attribuer le label et d'approuver les critères applicables aux différentes catégories de produits. N'importe qui peut proposer au Conseil d'administration du Programme national d'éco-étiquetage, qui est un organisme consultatif auprès du Ministère chargé de la supervision de l'ensemble du processus d'éco-étiquetage, d'appliquer le label à de nouvelles catégories de produits.

Une agence établie par le Ministère de l'environnement pour administrer les demandes présentées par les producteurs examine, en collaboration avec des laboratoires d'essai et les organes d'inspection environnementale tchèques, si les produits et techniques de production sont conformes aux critères. Le Ministère de l'environnement attribue à cette agence un budget annuel d'environ 1,5 million de couronnes tchèques. Les producteurs versent une redevance lorsqu'ils présentent leur demande (7 000 couronnes tchèques) et un certain pourcentage du chiffre d'affaires annuel correspondant aux produits pour lesquels ils bénéficient du label. Les contrats permettant d'employer le label sont valables pendant trois ans.

Jusqu'à présent, 12 catégories de produits ont été retenues:

- isolants thermiques à base de papier recyclé,
- chaudières domestiques à gaz peu polluantes,
- huiles lubrifiantes biodégradables pour trionneuses,
- détergents sans phosphate,
- détergents liquides pour le ménage,
- papier d'impression recyclé,
- papier hygiénique recyclé,
- peintures à base d'eau,
- colles à base d'eau,
- agglomérés de bois et produits en agglomérés de bois,

- chaudières domestiques à combustibles solides,
- briquettes de déchets de bois.

De nouvelles catégories de produits seront introduites cette année:

- liquides pour circuits hydrauliques,
- produits cosmétiques respectueux de l'environnement,
- radiateurs à gaz à émission d'infrarouges,
- sacs et sachets en papier,
- jouets en bois,
- emballages à base de papier recyclé,
- filtres et dispositifs pour le nettoyage de l'air,
- machines à laver,
- réfrigérateurs et congélateurs.

Le Programme tchèque d'éco-étiquetage ne vise pas les aliments, boissons ou produits pharmaceutiques. A ce jour, 141 labels ont été accordés à 21 entreprises, dont quatre allemandes, trois italiennes et une britannique.

4. LE SYSTEME COMMUNAUTAIRE D'ATTRIBUTION DE LABELS ECOLOGIQUES

Le Système communautaire d'attribution de labels écologiques a été institué par le Règlement (CEE) n° 880/92 du Conseil, du 23 mars 1992 (Réf. n° L 99/1 du 11 avril 1992). Ce règlement prévoit la désignation d'organismes compétents en matière d'éco-étiquetage dans chacun des Etats membres et la création d'un Forum de consultation des groupes d'intérêt au niveau communautaire. Les groupes d'intérêt représentent l'industrie, le commerce (y compris le commerce international), les organisations de consommateurs, les organisations de protection de l'environnement et les syndicats. Les organismes compétents nationaux sont également constitués de représentants des différents groupes d'intérêt et les Etats membres doivent veiller à ce qu'ils soient "neutres et indépendants".

Les objectifs du Règlement sur le label écologique sont i) de promouvoir des produits ayant une incidence moindre sur l'environnement pendant tout leur cycle de vie et ii) de mieux informer les consommateurs des incidences qu'ont les produits sur l'environnement. En outre, le Règlement vise à éviter la prolifération de labels écologiques nationaux (publics et privés) dans la Communauté.

Les critères d'attribution du label écologique sont fondés sur une analyse de l'ensemble du cycle de vie, qui prend en considération l'impact environnemental aux stades de la préproduction, de la production, de la distribution, de l'utilisation et de l'élimination. Ces critères doivent garantir un niveau élevé de protection de l'environnement et se fonder dans la mesure du possible sur l'emploi de technologies propres.

La Commission européenne a élaboré deux documents d'orientation pour faciliter l'élaboration de critères d'éco-étiquetage. Ces documents sont les directives de procédure pour l'établissement de groupes de produits et de critères écologiques (bulletin du label écologique communautaire, n° 6 de juin 1994) et les Directives pour l'application de l'évaluation du cycle de vie dans le système communautaire d'éco-étiquetage (rapport final de la première phase, septembre 1994 et bulletin du label écologique communautaire, n° 9 de mai 1995).

Le premier de ces documents définit les différentes phases de l'élaboration des critères - phase 1: étude de faisabilité; phase 2: étude de marché; phase 3: inventaire des impacts sur l'environnement; phase 4: évaluation de l'impact sur l'environnement; phase 5: définition des critères; phase 6: présentation d'un projet de proposition pour décision par la Commission, y compris l'opinion officielle du Forum de consultation et des Etats Membres. A la fin de chaque phase est prévue une consultation avec les organismes compétents et les groupes d'intérêt.

Le document sur l'analyse du cycle de vie a été mis au point par un groupe d'experts européens, qui participent à des travaux internationaux sur l'analyse du cycle de vie, en particulier dans le cadre du SETAC. Ils ont appliqué les connaissances internationales les plus récentes en matière d'analyse du cycle de vie dans le contexte de l'éco-étiquetage communautaire, afin de fournir des conseils pratiques pour cette étape du processus d'élaboration du label écologique. L'analyse du cycle de vie joue un rôle-clé dans le système communautaire car elle permet de comparer des produits différents sur la base d'une fonction commune, elle tient compte de l'impact environnemental à tous les stades de la vie du produit et elle aide à définir des critères écologiques fondés sur des données objectives.

Une fois les critères déterminés, les fabricants ou importateurs communautaires peuvent présenter aux organismes compétents une demande d'attribution du label. Les organismes compétents vérifient si le produit répond aux critères écologiques et attribuent le label. Ils concluent un contrat avec le candidat. Un montant de 500 écus est perçu à titre de frais de traitement du dossier et, en cas d'approbation, une redevance égale à 0,15 pour cent du chiffre d'affaires du produit porteur du label

est perçue. Les critères applicables à chaque groupe de produits sont valables trois ans, après quoi le processus d'élaboration des critères est répété.

Le label écologique de l'UE est totalement volontaire. C'est aux fabricants et importateurs qu'il appartient de juger s'il est dans leur intérêt commercial de le demander. Le label est proposé comme un outil de commercialisation qui permet aux producteurs de renforcer la crédibilité de leurs affirmations environnementales.

La Commission européenne a aussi élaboré un document définissant les principes généraux du Programme communautaire d'éco-étiquetage (cadre de principes pour la définition des groupes de produits et des critères écologiques, projet n° 2, mai 1994). Ces principes définissent la portée des critères d'éco-étiquetage de l'UE. Ces critères doivent concerner uniquement l'impact environnemental et l'utilisation de ressources naturelles sur l'ensemble du cycle de vie du produit. Ils doivent se référer à des normes internationales ou européennes. Pour définir des groupes de produits, il convient de prendre en considération leur pertinence du point de vue de l'environnement, les intérêts des consommateurs et du public, les intérêts de l'industrie et les aspects internationaux.

Les critères doivent être fondés sur des questions environnementales d'intérêt général et en particulier sur des aspects transfrontières, de portée mondiale ou régionale. Ils doivent être formulés sur la base de leurs effets sur l'environnement et les ressources naturelles ou de leur interaction avec l'environnement, par exemple émission de substances dans l'air ou dans l'eau. Les critères spécifiant une technologie ou liés aux caractéristiques intrinsèques des produits doivent être évités.

Un chapitre est consacré à la dimension internationale du programme d'éco-étiquetage de l'UE. A cet égard, le principe important est que les producteurs non européens doivent avoir accès aux mêmes informations que les producteurs de l'Union européenne et doivent avoir la même possibilité de présenter des données, des observations et des commentaires. Le Forum de consultations doit en particulier veiller à tenir suffisamment compte du point de vue des producteurs extérieurs à l'Union européenne.

Un autre principe important est celui de la transparence du processus de définition des groupes de produits et d'établissement des critères. Tous les groupes d'intérêt doivent pouvoir accéder de façon organisée aux renseignements concernant les différentes phases de l'élaboration des critères. Il convient d'assurer une participation équilibrée de tous les groupes d'intérêt aux travaux préparatoires. Aucun groupe d'intérêt ne doit être privilégié. La neutralité des études et de la collecte des données doit être assurée.

Pour faciliter la transparence, la Communauté a désigné des points d'information à la Commission européenne, dans les 15 Etats membres et dans les pays de l'EEE. Les parties intéressées, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'UE, peuvent demander des renseignements et communiquer des observations à la Commission européenne et à tous les organismes compétents.

La Commission publie dans le Journal officiel des Communautés européennes les groupes de produits, les critères écologiques spécifiques et la liste des produits auxquels le label écologique a été attribué. Elle publie en outre un bulletin d'information trimestriel sur le label écologique, qui est tiré à 10 000 exemplaires et distribué à des abonnés dans plus de 50 pays. Ce bulletin donne le programme de travail pour les six mois à venir et des renseignements à jour sur l'avancement des travaux concernant chaque groupe de produits. Il indique à quel stade se trouve le processus d'élaboration des critères pour chaque groupe de produits et comment, où et jusqu'à quelle date on peut présenter des observations. Il donne l'adresse et les coordonnées des 20 points d'information, l'adresse des organismes de coordination des groupes d'intérêt et celle du secrétariat du Forum de consultation.

Des critères pour l'attribution du label écologique de l'UE ont été définis pour huit groupes de produits:

- machines à laver,
- lave-vaisselle,
- papier hygiénique,
- papier de ménage,
- substances pour l'amélioration des sols,
- détergents pour la lessive,
- ampoules électriques,
- peintures et vernis.

On espère avoir bientôt terminé l'élaboration des critères d'éco-étiquetage pour les tubes fluorescents, les tee-shirts, le linge de lit, le papier pour photocopie et le papier à écrire.

Le label écologique a été attribué à un fabricant de machines à laver et à un fabricant de produits en papier à essuyer.

Il existe par ailleurs des programmes d'éco-étiquetage au niveau des Etats membres en Allemagne, aux Pays-Bas, en France, en Espagne, en Autriche, en Suède et en Catalogne. Deux Etats membres de l'UE participent au Programme d'étiquetage environnemental nordique (Cygne blanc). Tous ces programmes sont des programmes d'éco-étiquetage volontaires, lancés à l'initiative du secteur privé, qui reprennent des éléments et des principes du programme de l'UE.

5. LE CYGNE NORDIQUE - LABEL ENVIRONNEMENTAL DES PAYS NORDIQUES

Le Conseil des ministres des pays nordiques (ministres responsables des questions de consommation) a décidé en novembre 1989 de lancer un label écologique nordique pour les produits, qui est un programme harmonisé, volontaire et positif. La première série de critères a été approuvée en juin 1991 par l'Organisme de coordination nordique et les premières licences ont été accordées en décembre 1991.

Ce programme est le premier système d'éco-étiquetage multinational du monde. Le label environnemental nordique est un label neutre, indépendant, qui garantit que les produits répondent à des normes environnementales et qualitatives rigoureuses. Seuls les produits qui satisfont à des exigences environnementales rigoureuses sur la base d'une évaluation objective peuvent porter le label.

Les objectifs du programme d'éco-étiquetage nordique sont de fournir aux consommateurs des indications pour les aider à choisir les produits et les services les moins dommageables pour l'environnement, parmi les différents produits disponibles sur le marché, et donc d'encourager les fabricants à mettre au point des produits qui prennent en considération les facteurs environnementaux, en plus d'autres aspects qualitatifs.

Organisation du système

Ce programme est administré en Norvège, en Suède, en Islande et en Finlande par des conseils nationaux organisés sous l'égide de l'Organisme de coordination des pays nordiques. Les membres des conseils nationaux représentent les consommateurs, les administrations responsables de l'environnement et des ONG, ainsi que le commerce et l'industrie et des instituts de recherche.

En Norvège, l'organisme responsable de l'éco-étiquetage est une fondation alors qu'en Suède et en Finlande il fait partie de l'organisation nationale de normalisation. En Islande, il fait partie du Ministère de l'environnement. Les travaux des organismes nationaux sont subventionnés par les pouvoirs publics de chaque pays. Ces organismes ont été désignés par leurs gouvernements comme organismes compétents pour le programme d'attribution du label écologique de l'UE.

L'Organisme de coordination des pays nordiques détermine dans quel ordre il convient d'élaborer de nouveaux critères pour différents groupes de produits. Lorsqu'il est décidé d'élaborer des critères pour un groupe de produits donné, on désigne l'un des pays comme chef de file pour ce groupe de produits. La décision définitive concernant les critères appartient à l'Organisme de coordination.

L'Organisme de coordination des pays nordiques est composé du Directeur et du Président du Conseil de chaque pays. Chaque pays a une voix et les décisions doivent être prises par consensus. Le règlement et les règles d'éco-étiquetage des pays nordiques, adoptés conjointement par les organismes nationaux d'éco-étiquetage, définissent les mécanismes de certification, d'administration et de vérification permanente du programme.

Elaboration de critères

Les critères sont définis sur la base d'une analyse du cycle de vie. Comme dans le cas du système d'éco-étiquetage de la CE, les critères doivent prendre en considération les facteurs environnementaux sur l'ensemble de la vie du produit, depuis le stade des matières premières jusqu'à l'utilisation et l'élimination, en passant par la production et la distribution. Normalement, les critères sont valables deux à trois ans.

En principe, les propositions de définition de catégories de produits et de critères sont formulées dans des groupes d'experts nordiques qui réunissent des représentants des entreprises (organisations de branches nationales ou industries, importateurs et/ou négociants), des organismes publics, des instituts de recherche et d'ONG telles que les associations nationales pour la protection de l'environnement. Une large participation de tous les intéressés est souhaitable et la composition des conseils et des groupes d'experts reflète cet objectif. Les membres du groupe d'experts sont désignés par les conseils nationaux et officiellement nommés par l'Organisme de coordination. En principe, on s'efforce de constituer un groupe largement représentatif des différents pays nordiques et de tous les intéressés.

Avant d'être approuvées au niveau national puis, finalement, au niveau nordique, toutes les propositions de critères sont soumises, pour examen, aux parties intéressées (normalement dans les seuls pays nordiques, pour des raisons pratiques). A ce stade, tout le monde peut se procurer les propositions et les examiner et les commenter. Les propositions peuvent être obtenues dans les secrétariats nationaux. Elles sont toujours rédigées d'abord dans une langue scandinave (suédois ou norvégien) puis traduites en anglais dès que possible pour le compte du programme.

Renseignements généraux

Les quatre organisations nationales font fonction de points d'information. Leurs adresses sont données en dernière page. Les demandes de renseignements provenant de pays autres que les pays participants sont normalement communiquées au pays chef de file lorsque des questions très précises concernant les critères sont posées.

La liste des travaux d'élaboration de critères en cours dans le pays chef de file et des responsables et membres des groupes d'experts peut être obtenue sur demande. Les propositions de critères ne sont pas publiées avant le début du processus officiel d'examen public.

La liste des titulaires d'une licence pour l'utilisation du label pour les différents groupes de produits est publique. Comme l'objectif du programme est de donner aux consommateurs des pays nordiques la possibilité de choisir des produits bénéficiant du label, de nombreuses licences sont attribuées à des importateurs de produits originaires de pays autres que les pays nordiques. L'origine du produit n'influence pas l'attribution du label.

Licences et élaboration de critères: situation en février 1996

La sensibilité écologique et les besoins et préférences des consommateurs dans les pays participants sont très similaires, même si la diffusion des licences et des produits porteurs du label est très variable selon les pays. Cela est dû en partie à des différences en ce qui concerne la structure de la production et/ou de la distribution. De plus, les médias mettent l'accent sur certains produits ou producteurs, ce qui suscite une demande imprévisible en ce qui concerne les produits étiquetés. La notoriété et la crédibilité du label parmi les consommateurs ont été mesurées et sont élevées dans tous les pays participants.

En février 1996, l'Organisme de coordination des pays nordiques avait approuvé des critères pour 37 groupes de produits et attribué 271 licences concernant plus de 800 produits ou marques appartenant à 26 de ces 37 groupes.

Licences et élaboration de critères: situation en février 1996

Critères approuvés (pays chef de file)	Licences	Critères approuvés (pays chef de file)	Licences
Adhésifs (FI)	1	Détergents pour la vaisselle (N)	-
Nettoyants tous usages (N)	14	Papier de ménage et papier hygiénique (S)	1
Détergents pour lave-vaisselle (S)	7	Tondeuses à gazon (S)	6
Panneaux de construction (N)	6	Ampoules électriques (S)	-
Piles-boutons (S)	1	Moteurs marins (N)	1
Produits pour l'entretien des automobiles (S)	35	Papier journal (FI)	-
Lubrifiants pour chaînes (N)	1	Brûleurs à mazout (N)	1
Toilette à circuit fermé (N)	-	Combinaisons brûleurs à mazout/chaudières (N)	4
Systèmes de compostage (FI)	9	Enveloppes en papier (FI)	12
Photocopieuses (N)	3	Micro-ordinateurs (FI)	-
Agents de correction (N)	-	Papier pour impression (N)	-
Détergents pour sanitaires (FI)	5	Articles en papier fin (N)	31
Détergents pour textiles (S)	42	Réfrigérateurs et congélateurs (S)	-
Couches jetables (FI)	4	Accumulateurs (S)	3
Couches lavables (FI)	-	Textiles (S)	3
Lave-vaisselle (S)	-	Cartouches d'encre pour photocopieuses (N)	11
Papier pour photocopie et pour impression (N)	65	Machines à laver (S)	1
Revêtements de sols (N)	3	Meubles et accessoires en bois (N)	1
Papier imperméable aux graisses (N)	-		

Critères soumis à examen

- Filtres à café (FI)
- Produits graphiques (FI)
- Piles électriques non rechargeables (S)
- Stylos (N)
- Savons et shampoings (N)
- Essuie-mains pour lieux publics (FI)
- Revêtements muraux (N)

Critères en cours d'élaboration

- Produits pour l'entretien des bateaux (S)
- Béton et additifs (S)
- Télécopieurs (FI)
- Produits pour l'entretien des sols (N)
- Chemises et classeurs à anneaux (FI)
- Pompes à chaleur (S)
- Systèmes de chauffage à combustibles solides (S)
- Imprimantes (FI)
- Produits hygiéniques pour femmes (FI)
- Bois et produits forestiers (S)
- Sacs pour aspirateur (FI)
- Fenêtres (FI)
- Papier d'emballage (S)

(Les pays chefs de file sont la Finlande (FI), la Norvège (N) ou la Suède (S).)

Présentation des demandes

En principe, le label écologique peut être attribué à tout produit qui satisfait aux critères le concernant. Les fabricants, importateurs ou revendeurs de Norvège, Suède, Finlande ou Islande présentent leurs demandes à l'organisme responsable du label écologique dans leur pays. Ceux qui sont situés dans d'autres pays doivent envoyer leurs demandes de préférence à l'organisme qui a établi les critères pour le groupe de produits concerné (pays chef de file indiqué dans le tableau ci-dessus).

Les demandes doivent être présentées sur un formulaire officiel. Elles doivent être accompagnées des documents techniques, rapports d'essai, résultats de mesures, etc. indiqués dans les documents pertinents. Dans la mesure du possible, les essais et contrôles se font sur la base de ce qui existe déjà (par exemple les contrôles imposés par les autorités) et de normes internationales. Les critères exigent généralement des procédures d'assurance de la qualité et de contrôle interne. Les organismes d'éco-étiquetage peuvent demander des renseignements supplémentaires. Lorsque le label a été attribué à un produit dans un pays, la licence est aussi valable dans les autres pays nordiques sans évaluation supplémentaire. Néanmoins, les produits doivent être enregistrés dans tous les pays nordiques participants dans lesquels le label est employé.

Chaque organisme d'éco-étiquetage a le droit de faire des contrôles périodiques par sondage. Si un produit ne satisfait plus aux critères, la licence peut être révoquée.

Coût du label

Les redevances sont officiellement fixées par les conseils nationaux. Un montant forfaitaire, d'environ 2 000 dollars EU, est perçu au moment où la demande est présentée. Le coût des différents contrôles, essais, etc. est directement payé par l'entreprise à l'organisme d'essai. La redevance annuelle est de 0,4 pour cent du chiffre d'affaires annuel du produit sur le marché considéré. Elle est plafonnée à environ 60 000 dollars EU par pays.

Pour tous renseignements supplémentaires concernant notamment les critères applicables à tel ou tel produit ou la présentation d'une demande de licence, prière de s'adresser à:

Suède

SIS Eco-labelling, the Swedish Standards Institution

Téléphone: + 46 8 610 3000
Télécopie: + 46 8 34 20 10
Adresse postale: P.O. Box 6455
S-103 82 Stockholm

Adresse: St. Eriksgatan 115
Courrier électronique: ragnar.unge@sis.se

Norvège

The Norwegian Foundation for Environmental Labelling

Téléphone: + 47 22 36 07 10
Télécopie: + 47 22 36 07 29
Adresse postale: Kristian August gate 5
N-0164 Oslo (Norvège)
Courrier électronique: jan-erik.stokke@ecolabel.no

Finlande

The Finnish Standards Association SFS, Environmental Labelling

Téléphone: + 358 0 149 9331
Télécopie: + 358 0 14993320
Adresse postale: P.O. Box 116
FIN-00241 Helsinki (Finlande)

Adresse: Maistraatinportti 2
Courrier électronique: joutsen@sfs.fi

Islande

Umhverfismerki, Ministry of the Environment

Téléphone: + 354 5 68 88 48
Télécopie: + 354 5 68 18 96
Adresse postale: P.O. Box 8080
IS-128 Reykjavik (Islande)

Adresse: Àrmúli 1
Courrier électronique: tore@hollver.is

6. ETATS-UNIS - PRINCIPES DIRECTEURS POUR L'UTILISATION D'ARGUMENTS ECOLOGIQUES DANS LA VENTE (16 CFR 260)

Principes généraux

- Les réserves et informations doivent être indiquées de façon claire et visible
- Il faut préciser si les arguments environnementaux concernent le produit, l'emballage ou une partie de l'un ou l'autre
- Les arguments environnementaux ne doivent pas être exagérés
- Les arguments comparatifs doivent indiquer clairement la base de comparaison

Arguments écologiques de caractère général

- Les arguments de caractère général peuvent être vagues et prêter à confusion
- Il convient d'éviter les arguments écologiques de caractère général, qu'ils soient explicites ou implicites, ou de les assortir de réserves, sauf s'ils peuvent être étayés
- Les arguments de caractère général doivent être complétés par des indications précisant quelle est la caractéristique du produit à laquelle ils s'appliquent

Dégradable, biodégradable et photodégradable

L'utilisation sans réserves du terme dégradable signifie que le produit:

- se décompose intégralement en éléments naturels
- dans un délai raisonnable
- sans nécessiter de méthode d'élimination particulière

Des réserves peuvent être nécessaires si:

- le produit nécessite des méthodes d'élimination particulières
- la dégradation n'est pas intégrale ou est très lente

Compostable

Le terme compostable peut être employé sans réserves si:

- tous les éléments du produit
- se décomposent pour former un compost utilisable
- de façon sûre et rapide
- au moyen d'une installation ou d'un programme de compostage approprié

Des réserves peuvent être nécessaires en ce qui concerne les aspects suivants:

- impact environnemental en cas de mise en décharge
- possibilité de composter le produit de façon sûre dans un compost de jardin ordinaire
- disponibilité des installations de compostage

Recyclable

Le terme recyclable signifie que le produit:

- peut être extrait des déchets solides
- pour être employé comme matière première
- permettant de fabriquer ou d'assembler un nouveau produit

Le terme recyclable employé sans réserves est présumé s'appliquer à l'ensemble du produit

Des réserves peuvent être nécessaires en ce qui concerne les aspects suivants:

- la disponibilité des programmes de recyclage lorsqu'ils ne sont pas accessibles à une grande majorité de consommateurs
- l'expression "recyclable si les installations nécessaires sont disponibles" ("recyclable where facilities exist") n'est généralement pas considérée comme suffisante

Produit recyclé

Un produit recyclé est un produit fabriqué à partir de matières extraites des déchets solides:

- soit pendant le processus de fabrication (avant la consommation)
- soit après la consommation
- il faut pouvoir démontrer que les matières récupérées avant la consommation auraient normalement été éliminées comme déchets solides

L'expression "produit recyclé", employée sans réserves, signifie que le produit est entièrement fabriqué à partir de matières recyclées:

- si le produit n'est fabriqué qu'en partie avec des matières recyclées, il faut indiquer la proportion de ces matières en poids
- la teneur en matières recyclées indiquée peut correspondre à la teneur moyenne en matières recyclées des différentes composantes du produit (en poids)
- les chiffres indiqués peuvent correspondre à la moyenne pondérée sur l'ensemble de l'année

Réduction de la pollution à la source

La réduction de la pollution à la source peut concerner:

- le poids
- le volume
- la toxicité

Il faut préciser:

- la quantité de la réduction
- les bases de comparaison employées

Récipients réutilisables

Un récipient peut être dit réutilisable, sans réserves, s'il existe un système permettant:

- de récupérer et de rendre le récipient pour remplissage
- de réutiliser le récipient pour le remplir avec un produit vendu dans un autre récipient

Cet argument ne doit pas être employé si:

- c'est aux consommateurs de trouver le moyen de remplir le récipient
- il n'est pas possible aux consommateurs de remplir le récipient

Sans danger pour la couche d'ozone

- L'expression "sans danger pour la couche d'ozone" ("ozone safe" ou "ozone friendly") signifie que le produit ne détruit pas l'ozone
- Il est interdit d'utiliser cette mention ou d'indiquer que le produit ne contient pas de CFC s'il contient une autre substance qui appauvrit la couche d'ozone (par exemple substances chimiques de la classe I ou de la classe II des Amendements CAA)
- Les arguments concernant le fait qu'un produit est moins dangereux pour la couche d'ozone doivent être étayés